VALEUR AJOUTÉE

la rubrique de l'économie qui innove

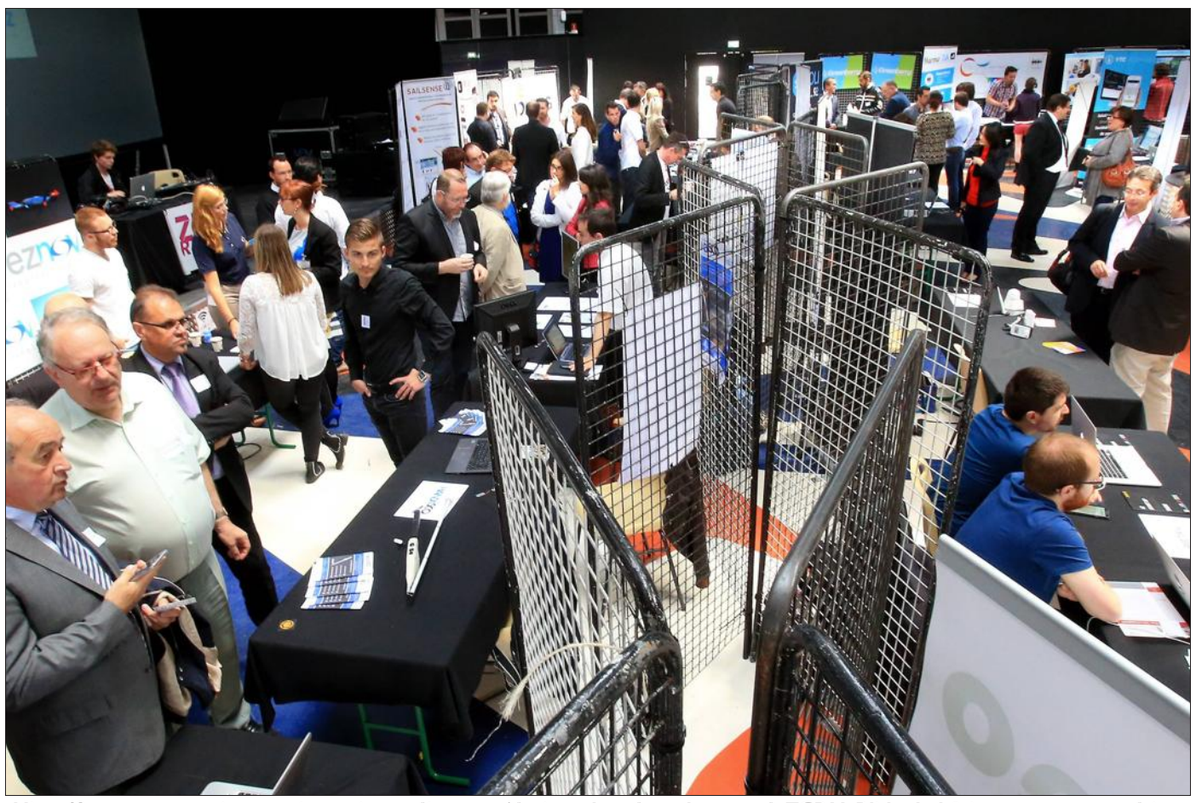
Il faut du flair, prendre des risques et ne pas craindre de changer de direction quand on se lance dans l'aventureux monde des start-up et des produits innovants. Accompagner ces entrepreneurs pleins d'énergie, offrir un écosystème dynamique, aident à garantir leur pérennité. C'est une des missions de Lor'N'Tech et du *Start-up show 42* à Metz.

La galvanisante énergie du monde des start-up

Dans la fourmilière très connectée du tout premier Start-up show 42 *à TCRM-Blida hier, les hôtes du bâtiment totem numérique messin se sont électrisés à l'annonce de l'imminence d'une labellisation French Tech.*

Ils sont jeunes et débordent d'énergie. Leurs produits ne sont pas seulement dans l'air du temps, ils hument notre futur et détectent nos besoins pour créer de nouveaux usages. Hier, à TCRM- Blida, lieu où création artistique, monde de la bidouille et start-up se mélangent, l'atmosphère était agréablement électrique. D'abord, parce que ce tout premier *Start-up show 42* – 42, pour 42 start-up participantes – a joué son rôle de connecteur. Ensuite, parce que dans la nuit avait fuité la possibilité de voir la Lorraine décrocher le label French Tech (lire ci-contre).

Au-delà du label, c'est la dynamique engagée qui serait pérennisée. Le *Start-up show 42* s'inscrit typiquement dans cette mouvance : volonté d'accélération de l'entreprenariat, culture nouvelle de la start-up, écosystème prompt à croître et prospérer. « Le développement économique régional, c'est notre problématique à tous », exprime Jamal Baina avec sa start-up spécialisée en silver économie, Angel Assistance. « La question, ça n'est pas seulement la techno, c'est créer des marchés et rapprocher la solution de l'utilisateur final. » Jamal vient d'embaucher deux CDI. Sa techno ? Il la sait efficace.



Hier, 42 start-up messines, mais aussi nancéiennes, s'étaient donné rendez-vous à TCRM-Blida, le bâtiment totem numérique de Metz. Entre salon et B2B, l'occasion pour ces entreprises qui font le pari de l'innovation de se montrer, échanger sur leurs projets et rencontrer futurs partenaires ou clients. Photos Karim SIARI

Générer du chiffre d'affaires

« Huit chutes de personnes âgées ont été détectées par nos caméras. » Mais entre l'innovation, son développement, le marketing, la recherche de fonds, la création du marché... « N'en jetez plus ! J'ai besoin qu'on favorise le marché de cette filière émergente. » D'où l'écosystème, l'organisation d'événements, ces bâtiments totem où start-up de différents univers se côtoient et échangent. « Une journée où on peut challenger nos idées », commente Gaël Constancin, qui créé, dans le tout nouvel espace start-up de Blida, *Cognitik*, des immersions virtuelles à la carte pour professionnels ou à louer. D'une table à l'autre, l'univers diffère : la canne blanche connectée ; l'apprentissage de musique sur internet ; Ezbeez, le drone intelligent que l'on n'a même plus besoin de piloter ; Greenberry, l'appli indicateur de tendances urbaines alimentée par ses propres utilisateurs ; Fench Toast, les faiseurs d'images, de docs et de web series...

De quoi faire son marché ! Au côté de Marie Tribout, directrice de la communication de La Poste en Lorraine, Hugues Hansen et Jacques Perrier arpentent les allées. Tous deux viennent de Paris et sont à la recherche de start-up qui pourraient alimenter leur accélérateur. Du business test au coaching, en passant par l'aide au bouclage du tour de table... L'appui est réel, doit générer du chiffre d'affaires aussi bien pour la Poste que la start-up en question. En un an, sur cinq cents dossiers analysés, dix ont tiré le jackpot !

Hier, ceux qui ont connu l'apathie numérique de la Lorraine se surprenaient de la dynamique nouvelle. « Je me souviens des débuts poussifs du Grand Est numérique. Personne ne comprenait vraiment notre démarche », commente Antony Zanetti, vice-président de l'association, patron d'Axiocode. Une société informatique en constant développement qui, cette année encore, recrute deux nouveaux développeurs. Qu'il a du mal à trouver !

« Incroyable, la dynamique qui a été déployée en dix-huit mois. » La course au label French Tech n'y est sans doute pas étrangère.

Laurence SCHMITT.

French Tech… en direct de New York

Dans un tweet, la mission French Tech confirme que la liste des dernières labellisations de métropoles French Tech sera annoncée par Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, et Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au Numérique, lors de la French Touch Conference à New York cette nuit. Lor'N'Tech figurerait parmi cette liste. Mais le conditionnel reste de mise, tant la fébrilité qui entoure l'ensemble du dossier est grande. Dans la nuit de mardi à mercredi, le site internet de *Challenge* laissait fuiter les villes lauréates, parlant de Brest, la Normandie, la Côte d'Azur et... Lor'N'Tech. Finalement, Angers, annoncé par le président de la République, aurait peut-être été retiré des villes choisies. L'enjeu est de taille, d'où la lutte de chaque métropole pour présenter le dossier qui la fera entrer dans le cercle très privé de la French Tech, label déjà accordé à neuf métropoles lors d'un premier tour. Lor'N'Tech représentait, pour ce second tour, un dossier. La French Tech ? Ni plus ni moins que « l'équipe de France du numérique des territoires », l'expression d'une France « terreau de start-up, preuve qu'il y fait bon entreprendre », aime expliquer Axelle Lemaire. Elle intervient actuellement à New York avec Emmanuel Macron, pour la French Touch Conference. Un cercle French Tech, nouvelle génération d'entrepreneurs cherchant à relever les défis mondiaux d'aujourd'hui et de demain.

Divacore avait dit qu'il sortirait ses nouveaux produits connectés avant l'été. Promesse tenue pour cette start-up qui a su lever les fonds nécessaires à sa survie et son développement.

Jamal Baina, d'Angel Assistance, développe des caméras nouvelle génération pour les personnes âgées, sujettes aux chutes répétées. Un marché prometteur lorsque l'on sait que les chutes à domicile représentent un risque majeur de perte d'autonomie pour trois millions de personnes âgées par an. Domicile, hôpitaux, Ehpad, sont concernés par ce marché. Encore faut-il en enclencher la dynamique.

Cognityk va s'installer dans l'espace start-up de TCRM-Blida. Grâce à sa salle d'immersion en 3D et au casque Oculus, il sera possible de se promener dans sa future maison.

« Dans un premier temps, je vais travailler avec les architectes, parce que je viens du domaine de la construction », explique Gaël Constancin. « Mais ensuite, design, ergonomie, formation-éducation, loisirs… On peut tout imaginer. »

ÉDUCATION

27 785 candidats au brevet en Lorraine

Ce matin à 9h précises, 25 210 collégiens de l'académie Nancy-Metz, élèves en classe de troisième, se lancent dans le grand bain des examens avec les épreuves du diplôme national du brevet (DNB). A ce nombre s'ajoutent 321 candidats libres et 2 575 inscrits en série professionnelle. La génération DNB 2015 en Lorraine présente une répartition homogène des sexes, avec 13 753 filles inscrites pour 14 032 garçons. Le candidat le plus jeune a 13 ans et demeure dans les Vosges. Le plus âgé affiche 58 printemps et est domicilié dans la Meuse. L'examen débute ce matin avec l'épreuve de français. Les élèves ont deux sujets de rédaction au choix, une dictée qui a été rallongée en 2013 et enfin, un questionnaire sur le texte proposé. En mathématiques, épreuve de l'après-midi, des exercices conçus de façon indépendante sont soumis aux élèves. Ce sera la fin de la première journée avant de réattaquer demain matin l'histoire, la géographie et l'éducation civique. Ces trois disciplines sont obligatoires depuis 2013, alors qu'elles n'étaient que deux à l'être lors des sessions précédentes (éducation civique et histoire ou géographique). La note de vie scolaire n'est plus prise en compte depuis la session 2014. Une épreuve orale figure désormais dans le processus d'examen. Les collégiens ont, en effet, travaillé sur cinq œuvres d'art, classiques ou contemporaines, de leur choix, pour finalement n'en présenter qu'une seule tirée au sort. La note obtenue, mais pas encore communiquée, sera prise en compte dans la moyenne générale du brevet, de même que les résultats de l'année scolaire. Les listes seront affichées le 8 juillet à 10h dans les établissements scolaires et sur www.ac-nancy-metz.fr. Elles seront également publiées dans nos colonnes.

En 2014, au niveau national, 54 % des élèves qui ont tenté l'examen ont obtenu une mention. Vingt-cinq pour cent des collégiens de troisième ont décroché une mention assez bien (notes comprises entre 12/20 et 14/20), et 17 % une mention bien (notes comprises entre 14/20 et 16/20). Un peu plus de 9 % d'entre eux ont obtenu une mention très bien. Le taux de réussite global était de 85,2 % toutes séries confondues, soit un peu moins que les 88 % de réussite au bac en 2014.

SOCIAL

metz

Licenciements à La Halle : débrayage pour les soldes

Victime des difficultés de sa maison mère, le groupe Vivarte, dix magasins La Halle habillement vont mettre la clé sous la porte et leur personnel au chômage en Lorraine.

Vers le mois de septembre, les magasins La Halle habillement de Mondelange, Fameck, Semécourt, Augny, Pont-à-Mousson, Essey-lès-Nancy, Lunéville, Dommartin-lès-Toul, Epinal et... Metz centre – ouvert à grands frais en mai 2014, à l'entrée de la rue Serpenoise, en lieu et place d'un Virgin mégastore lui-même victime d'un plan de restructuration en juin 2012 – fermeront. Une soixantaine de postes passeront ainsi à la trappe. Terminé.

Ainsi en ont décidé les nouveaux actionnaires du groupe Vivarte, propriétaire de l'enseigne La Halle et détenteur d'un portefeuille de vingt-deux marques (André, Chevignon, Caroll, Kookaï, La Halle, Minelli, Naf Naf, San Marina...) qui réalisent un chiffre d'affaires annuel cumulé de 3 milliards d'euros.

Soumis à l'obligation de restructurer sa dette colossale (2 milliards d'euros réduits à 800 000 € par ses refinanceurs) après sa reprise par un consortium de fonds d'investissement (Oaktree, Alcentra, Golden Tree et Babson) en 2014, Vivarte a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi en avril dernier pour La Halle, ex-*La Halle aux vêtements*. Hier, jour d'ouverture des soldes, quelques salariées des implantations de Mondelange et Fameck, soutenus par Aïcha Fabbri, délégué syndicale CGT, ont participé au mouvement de grève national de l'enseigne.

Mondelange fait partie des magasins La Halle condamnés à disparaître. Photo Gilles WIRTZ

Objectif : faire pression sur leur direction engluée dans des négociations avec les partenaires sociaux sur les conditions de licenciement du personnel.

Ce jour de débrayage pour les vendeuses n'a pas été choisi au hasard. Les organisations syndicales ont tablé sur l'effet soldes, temps fort de l'activité commerciale qui rapporte près de « 4 millions d'euros sur quatre jours à La Halle », selon une source syndicale. Le plan de sauvegarde de l'emploi doit être bouclé le 8 août.

De son côté, hier, la direction de La Halle n'a pas donné suite à nos sollicitations pour confirmer les différentes fermetures évoquées par les syndicats.

Thierry FEDRIGO.

maizières-lès-metz et ennery

France Transfo poursuit la grève

En partie rassurés sur l'investissement, les syndicats de France Transfo n'ont toujours pas réussi à rouvrir les négociations sociales. C'est l'impasse, le mouvement s'intensifie.

On pensait les négociations reparties sur de nouvelles bases après l'entrevue des délégués syndicaux avec la direction de Schneider Electric, mardi, au siège de l'équipementier électrique à Rueil-Malmaison. Il n'en est rien. Certes, les discussions ont bien repris hier durant toute la matinée à Maizières-lès-Metz. Mais les syndicats en sont ressortis déçus. « La direction refuse toujours d'évoquer le plan de sauvegarde de l'emploi. Depuis le début, nous déplorons la lenteur de ces discussions. Et cela continue. Dans ces conditions, il nous est impossible de reprendre le travail », explique un membre de l'intersyndicale CFDT, CFTC, CFE-CGC.

Rien de concret n'a pour l'instant été proposé pour les 90 salariés qui vont perdre leur poste à la suite de la fermeture annoncée de la chaudronnerie de Marange-Silvange. « Ils ne veulent rien lâcher sur les mesures sociales, refusent d'aborder le sujet des primes de départ et disent qu'ils veulent privilégier le reclassement », souffle un autre. De nouvelles négociations sont prévues ce matin.

Piquet de grève nocturne

Hier, Sébastien Foison, directeur industriel de la branche Transfo Monde de Schneider Electric, s'est plutôt attardé sur le plan d'investissements à venir. S'il a confirmé une enveloppe d'au moins 8 M€ sur trois ans, avec peut-être une possibilité d'aller plus loin, il a aussi annoncé que 3 M€ issus de ce plan de financement seraient consacrés à la mise à jour de l'outil informatique. Si les syndicats y voient un signe rassurant concernant l'avenir des deux sites mosellans de Maizières et d'Ennery, ils auraient préféré que l'investissement soit plutôt axé sur les outils industriels. Ils réclament aussi des moyens de suivi de ces investissements. Et notamment la garantie qu'ils seront bien réalisés.

En attendant une nouvelle réunion de négociation ce matin, une grande partie des 497 salariés de France Transfo a décidé de poursuivre le mouvement. Et même de l'intensifier. En plus du piquet de grève maintenu à Maizières-lès-Metz, les salariés ont aussi décidé, à compter d'hier après-midi, le blocage total du site d'Ennery, y compris la nuit. « Le rapport de force continue », préviennent les syndicats.

Ph. M.

SANTÉ

nancy

CHRU : 34,6 M€ accordés par l'Etat

La décision tant attendue du Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers (Copermo) est arrivée au CHRU de Nancy et à l'Agence régionale de santé (ARS). La députée de Meurthe-et-Moselle Chaynesse Khirouni a annoncé « le soutien important » du gouvernement au plan de redressement de l'établissement nancéien, avec l'octroi d'une aide de 34,6 M€. Cette aide comprend un soutien à la trésorerie du CHRU de 19 M€ sur la période 2015-2019 et un accompagnement à hauteur de 15,6 M€ pour le projet de regroupement des 19 laboratoires de biologie sur un site unique à Brabois. Projet qui entre dans le cadre du plan de refondation de l'établissement, destiné à résorber son déficit (45 M€ en 2014), et dont le coût s'élève à 31 M€. Alex Gorge, pour la CFDT, s'est dit content que « le maximum », soit 50 % du coût de l'investissement, ait été obtenu sur ce dossier. En revanche, il ne masque pas son inquiétude sur « l'objectif cible du CHRU » en terme de suppressions d'emplois, « 90 postes sur près de 300 salariés », d'ici l'ouverture des nouveaux laboratoires en 2018. Aujourd'hui, un projet intermédiaire sera présenté en Comité technique d'établissement : « Fermeture des labos de la maternité, transformation du labo de biologie de l'hôpital central en laboratoire d'urgence, soit 30 suppressions de postes. »

POLITIQUE

régionales

Le PC sur le départ sans le PS

En conférence régionale samedi à Vandœuvre, les dix fédérations PCF d'Acal devraient confirmer leur prise de distance avec Masseret.

Entre socialistes et communistes, l'entente cordiale de 2010 n'est plus de saison. A l'instar des écologistes, le PCF avait alors décidé de figurer dès le premier tour sur la liste conduite par Jean-Pierre Masseret. L'époque a changé et visiblement, la majorité régionale n'a pas plus la cote auprès des sections communistes que chez les écolos d'EELV qui, eux aussi, feront campagne sous leur propre bannière. « J'ai participé à trois assemblées décentralisées et la majorité des adhérents s'exprime clairement en faveur d'une liste sans le PS au 1er tour », confirme Jacques Maréchal, secrétaire départemental du PCF en Moselle. Un positionnement sans doute pas pour déplaire à celui qui militait déjà en 2010 pour une liste autonome, à la gauche du PS. Laquelle avait d'ailleurs vu le jour sous l'appellation Front lorrain de gauche recueillant 3 % des suffrages. A contrario, Roger Tirlicien, vice-président sortant de la majorité régionale, aura cette fois bien du mal à peser en faveur d'une liste commune avec Masseret dès le 1er tour. En 2010, les sortants du groupe Communistes et Républicains avaient déjà dû batailler pour faire plier certaines sections.

« En tout état de cause, ce sont les militants qui trancheront », résume Jacques Maréchal. La consultation pourrait avoir lieu autour du 5 ou 6 juillet. « Il va de soi que la décision qui résultera du scrutin vaudra pour l'ensemble de la région Acal », précise Maréchal. Même si l'option d'une participation à la liste PS l'emporte dans l'un des départements, celui-ci devra se mettre au diapason de la majorité issue de la consultation. « Mais un tel scénario n'est guère probable, les militants sont partout échaudés par la hausse du chômage et les orientations gouvernementales ne sont pas de nature à les rassurer », tranche le fédéral de Moselle.

X. B.